



M. Rodolphe Hamel, vice-président de la CTCC et président de la Fédération de l'Industrie minière.

# C.T.C.C. le travail

## EDITION DE la Mauricie

### La bataille d'Asbestos continue à la Belgo de Shawinigan

C'est ce qu'a déclaré en substance M. RODOLPHE HAMEL, vice-président de la C.T.C.C. et président de la même Fédération des Travailleurs de l'Industrie minière.

La récente causerie de M. Rodolphe HAMEL au poste CKSM ayant suscité beaucoup d'intérêt dans la région, nous croyons utile d'en publier le texte en entier. Ceux qui l'ont entendue trouveront profit à la lire; quand aux autres ils voudront certainement connaître les impressions d'un vieux syndicaliste, qui a vécu la grève d'Asbestos et qui vient nous dire ce qu'il pense de l'arrêt de travail à la BELGO.

Vous allez peut-être vous demander, et avec raison, ce que peut bien venir faire à Shawinigan un homme qui a passé plus d'un quart de siècle dans l'amiante. Shawinigan, vous direz-vous, n'a jamais produit d'amiante, mais plutôt du papier,

des produits chimiques, et bien d'autres choses encore.

Ce qui m'amène ici, c'est un fait qui, à première vue, paraît bien évident à vous tous qui m'écoutez, mais qui n'entre que de force dans la tête des gérants de plusieurs de nos grandes in-

dustries, à Shawinigan et ailleurs, et plus particulièrement des moulins à papier de la région. Ce fait, c'est que, pour produire du papier, par exemple, s'il faut des matières premières,

(Suite à la page 2)

### Observations d'un prêtre sur la "Laurentide"

Les abus de la LAURENTIDE de Grand'Mère ne datent pas d'hier. Si on fouille un peu dans les chroniques de la ville, on s'aperçoit que cette compagnie affiche le plus cordial mépris pour ses ouvriers, pour leurs coutumes et, en particulier, pour leur foi, depuis le jour où elle s'est installée dans la région.

Ainsi, par exemple, nous avons trouvé une lettre émuante de l'abbé Edouard V. Lavergne. Dans cette lettre datée du 2 octobre 1923, c'est-à-dire il y a 32 ans, l'abbé Lavergne parlait de Grand'Mère en ces termes au directeur de l'ACTION CATHOLIQUE:

"A Grand'Mère, après quelques jours d'observation, il n'est pas nécessaire d'être très observateur pour se rendre compte que la foule ouvrière, ce flot pressé d'hommes et de jeunes gens qui, chaque jour et chaque nuit, s'engouffrent dans les usines, porte dans son cœur des haines secrètes et dangereuses. En temps ordinaire, tout semble normal, mais il suffit d'un incident quelconque pour laisser voir combien les patrons s'illusionnent sur la sûreté de leurs lendemains. Des haines s'amassent qui viendront secouer la moelleuse torpeur de leur vie très douce, où s'affiche trop le mépris des travailleurs aux mains et à la figure noircies."

Ainsi, les dernières élections municipales ont montré combien il pouvait être funeste à un candidat d'afficher trop de sympathie pour "La Laurentide". Tous ceux-là ont été battus."

Ne croirait-on pas que ces observations ont été faites à Grand'Mère ces jours derniers?



—C'est encore Michel Chartrand . . .

—Y a pu moyen de le garder ici, il est en train de syndiquer les autres prisonniers !

# La bataille d'Asbestos continue...

(Suite de la page 1)

une machinerie dispendieuse et compliquée, il faut avant tout des HOMMES.

Des hommes, j'en ai rencontrés au Centre paroissial Saint-Marc, par centaines, plus de cinq cents, déterminés à montrer à leurs patrons de la Belgo, calmement, patiemment, mais fermement, qu'ils veulent retourner au travail au plus vite, oui, mais la tête haute, la jambe solide et la conscience tranquille, assurés qu'à l'intérieur du moulin ils seront à l'avenir traités en monsieur, et non pas à coups de menaces et sous le signe de la peur, de la petite peur de "monter la côte" qu'ont connue et que connaissent encore un si grand nombre de nos confrères ouvriers, de cette peur de perdre son emploi, de se voir — souvent arbitrairement — refuser le droit de gagner son pain et celui de sa famille.

Je ne suis pas compétent pour discuter de légalité ou d'illégalité, de stratégie parfaite ou d'erreurs de tactique de la part des chefs syndicaux, de l'argent qu'ont pu perdre, à l'occasion de ce conflit persistant, ouvriers, actionnaires, marchands et professionnels du lieu. Ces points sont importants; il est un autre problème pourtant qui les dépasse tous: c'est le problème humain, le problème de ces centaines de travailleurs qui, avec leur famille courageuse, souffrent depuis deux mois pour crier bien haut leur désir d'avoir, par l'intermédiaire de leur syndicat libre, de leurs chefs librement choisis, leur mot à dire — un mot efficace — sur la façon dont on les traite à l'usine.

Je suis venu vous parler aujourd'hui parce que j'ai compris la solidarité qui existe entre tous les travailleurs de la province, qu'ils fabriquent du papier ou de l'amiante. J'ai compris que la bataille qui dure depuis deux mois à la BELGO de Shawinigan, c'est celle que nous avons livrée à Asbestos en 1937 et en 1949 pour rester des hommes, pour ne pas nous laisser brimer ni bafouer, pour faire respecter notre syndicat, seule institution capable de nous donner la dignité, la solidité, la force, la sécurité sans lesquelles les travailleurs individuels sont à la merci de l'arbitraire de la direction des entreprises qui chez nous viennent exploiter — avantageusement, cela va sans dire! — nos richesses naturelles.

A Asbestos, en 1949, nous avons nous aussi mené une grève solide, nécessaire si nous devions rester des hommes. Cette grève, on l'a également, en haut lieu, qualifiée d'illégal. Comme dans le cas de la Belgo, les invitations doucereuses ont fait place aux ordres de retour au travail, puis aux menaces ouvertes, dans les pages des journaux ou, mieux

encore, dans le secret des coups de téléphone à domicile, à l'épouse et aux enfants. Comme ici encore, la Compagnie a eu recours, sans vergogne, à de la main-d'oeuvre extérieure. Les grévistes, épaulés par leur syndicat et par leur famille, appuyés également par leurs confrères syndiqués et par la population de la province, n'ont pas bronché, malgré la faim, les séductions, les menaces. Provocations sur provocations laissèrent les travailleurs calmes, jusqu'au moment où, systématiquement, la Compagnie entreprit de remplacer ses travailleurs par des étrangers, des briseurs de grève.

A ce moment, nos travailleurs résistèrent. La Police provinciale fit son entrée triomphale, ouvrit un chemin pour les briseurs de grève, se fit, avec menaces, le propagandiste du retour au travail, s'installa dans les locaux de la compagnie, se servit d'un édifice nouvellement érigé par la compagnie pour ses infirmières comme d'un abattoir pour assommer à coups de pieds et de gâchette des dizaines de travailleurs — dont mon propre fils — dont on cherchait en vain à obtenir des déclarations incriminant certains chefs syndicaux. On nous traîne en prison et devant les tribunaux, comme des criminels; par tous les moyens, on s'applique à salir notre réputation et celle de nos familles. Malgré toutes ces épreuves, ces vexations, nous avons réussi à tenir le coup, et à rentrer au travail un peu écorchés après une dure bataille, mais fiers de ce que nous avions enduré pour la cause ouvrière, fiers d'avoir été des hommes, et sûrs qu'à l'avenir notre syndicat serait solide et respecté, que les chefs syndicaux, élus par les travailleurs pour les représenter, pourraient traiter d'égal à égal avec la direction pour tous les problèmes concernant les conditions de travail des travailleurs.

A la Belgo, j'ai pu le constater ce matin, les travailleurs ont déjà gagné la bataille. Le respect et l'admiration secrète de la gérance, ils les ont gagnés il y a longtemps déjà. La Compagnie a finalement compris, ici comme à Asbestos, à coups de millions de dollars — c'est là sa façon de comprendre! — qu'il n'est plus sage, en 1955, de se moquer des représentants syndicaux et du syndicat de centaines d'hommes qui ont du cœur au ventre; elle a finalement compris, et pour longtemps, qu'il n'est plus prudent de mettre au panier, comme des déchets, les convictions religieuses et patriotiques des travailleurs et de toute la population de Shawinigan; elle a finalement compris la force presque incroyable d'une poignée d'hommes décidés à se faire respecter. Quand le conflit de la Belgo sera finalement réglé, et je suis sûr que c'est pour très bientôt, c'est une nouvelle ère qui s'ouvrira, une ère de respect mutuel dont la prochaine génération bénéficiera. C'est là l'expérience des syndiqués d'Asbestos, ce sera celle des travailleurs de la Belgo.

Dans toute organisation, qu'elle soit syndicale ou autre, il se trouve bien des sortes de gens: des forts et des faibles, des solides et des hésitants. Même dans cette dure épreuve de l'arrêt de travail prolongé, il ne sert de rien de juger durement, de condamner sans rémission. Que les faibles, que ceux qui sont rentrés comprennent au plus vite la gravité de leur geste et la nécessité d'une solidarité ouvrière totale, à ce moment crucial

où l'issue du combat se décide. Le temps est venu où tous les travailleurs de la Belgo doivent être dehors ensemble, pour bientôt rentrer ensemble à l'usine avec une victoire chèrement gagnée qui aura fait faire un pas en avant à toute la classe ouvrière de la province.

Les leçons des grèves d'Asbestos et de la Belgo de Shawinigan profiteront aux travailleurs durant les années à venir. Nous, les vieux syndiqués, ne déplorons qu'une chose: c'est de n'avoir pu, il y a vingt ans passés, servir de pareilles leçons de courage et de solidarité aux patrons du temps. Nous n'étions pas prêts, alors. Aujourd'hui, le syndicalisme a chez nous pris une ampleur considérable: il est dans la nation une force stable, positive, utile. Il peut paraître un peu bruyant, un peu trop vigoureux à certaines gens; ceci s'explique parce que tous ses gestes sont publics, et que ces gestes sont facilement interprétés avec exagération par des cerveaux inquiets.

Croyez-moi, ces travailleurs qui, à Asbestos en 1949 et à la Belgo présentement, ont risqué gros et enduré, avec leur famille, des souffrances très dures pendant des mois, ont bien mérité de toute la population. Leur arrêt de travail est une protestation contre une situation indigne d'hommes, contre des vexations qu'ils ne peuvent tolérer davantage sans mériter le mépris légitime de leurs confrères ouvriers et de toute la population. Ces centaines de travailleurs sans les mêmes personnes qui continuent à jouer un rôle utile dans nos activités civiles et religieuses, dans nos organisations patriotiques et sportives. Il serait injuste et ridicule de voir en eux, à l'occasion d'un arrêt de travail nécessaire, des bandits en puissance ou des moutons obéissants menés sans discussion à l'abattoir par des chefs irresponsables.

Nos travailleurs de la Belgo remporteront la victoire, grâce à leur solidarité et à la compréhension de la population de Shawinigan. C'est le message que je tenais à tout prix à leur transmettre au nom de tous les travailleurs de l'amiante de la province.

## LA TUQUE

### Cessez de tuer les ouvriers

Il y a quelques semaines, Monsieur Elzéar BILODEAU, un ouvrier de la Foundation Co., fut tué quand un mur en construction à l'International Paper s'écrasa sur lui.

L'imprudence de l'employeur est-elle la cause de ce terrible accident? Les jurés ont rendu un verdict de mort accidentelle, mais ils ont cru bon faire de sérieuses recommandations: "A cause du nombre croissant et alarmant des accidents graves survenus depuis le début des travaux de construction à la TUQUE, nous recommandons plus de prudence à l'employeur..."

Ces jours derniers, un jeune homme de 23 ans, ROBERT PERREAULT, était victime d'un autre accident grave à la TUQUE. A l'emploi d'un sous-contracteur de la Foundation Co. qui exécute des travaux pour la Canadian International Paper, le jeune PERREAULT est maintenant à l'hôpital, souffrant de multiples fractures. Son état est grave.

Quand donc cessera cette boucherie à la TUQUE?

## Les vantardises de Mosher au sujet de la production

M. MOSHER, gérant de la BELGO, passe son temps à donner aux journaux des communiqués dans lesquels il affirme que la compagnie produit de plus en plus et que la production sera bientôt normale. Cela n'est pas exact, comme chacun le sait à SHAWINIGAN, mais M. MOSHER continue de le publier dans les journaux pour faire croire que l'arrêt de travail n'est pas efficace et que la BELGO peut fort bien fonctionner sans le travail, les connaissances et l'expérience des 500 ouvriers qui sont en dehors de l'usine.

### Quelques questions

Les prétentions de M. MOSHER sont plus ridicules encore depuis la récente sortie du groupe de papetiers. D'ailleurs, si la BELGO produisait tant de papier, ses gros clients, les journaux de MONTREAL, seraient-ils obligés de publier moins de pages qu'à l'ordinaire? Si le papier produit récemment par la BELGO était de bonne qualité, des clients auraient-ils retourné à la compagnie des chars entiers de papier? Si la BELGO était vraiment sur le point de produire à pleine capacité, se donnerait-elle tant de mal pour essayer de convaincre ses anciens employés de retourner au moulin?

La réponse à ces questions, c'est évidemment NON.

De plus, M. MOSHER voit venir septembre avec appréhension. "Dans quelques semaines, songe-t-il, tous les étudiants et tous mes autres employés temporaires qui ne travaillent à la BELGO que pendant leurs vacances quitteront le moulin et me laisseront avec une équipe réduite de "scabs".

### Mosher a raison

Or ces "scabs", qui sont déjà mécontents, le seront encore davantage quand la main-d'oeuvre temporaire sera partie. Déjà, la compagnie les fait travailler trop fort. Déjà, ils doivent remplir des tâches nouvelles pour eux, ce qui, par surcroît, leur vaut souvent des diminutions de salaire. Déjà, les "scabs" ont du mal à se supporter les uns les autres. Comment les choses se passeront-elles quand on leur demandera encore un plus grand effort? M. MOSHER a raison de s'affoler...

L'atmosphère tendue qui règne en ce moment à la BELGO n'est pas de nature à activer la production, bien au contraire. Autant les travailleurs qui ont eu le courage de renoncer à leur salaire et de risquer leur emploi pour une question de principe sont sûrs d'eux-mêmes et sereins, autant les "scabs" sont inquiets.

L'inquiétude des "scabs" s'accroît de jour en jour, depuis que la victoire du syndicat devient plus évidente. Plusieurs se rappellent qu'il vaut mieux tard que jamais quand il s'agit de bien faire et se rallient tous les jours à la majorité des syndiqués qui ont voté l'arrêt de travail.

### La nervosité des scabs

Tout cela pour illustrer le fait que l'atmosphère de la BELGO est lourde en ce moment et peu propice aux records de production auxquels rêve M. MOSHER.

Au contraire, la nervosité ou la mauvaise humeur des "scabs" ne peut que ralentir une production déjà compromise.

D'autre part, trop de postes-clés sont occupés par des ouvriers sans expérience, à qui on a voulu enseigner trop vite des techniques délicates. Il en résulte du travail inefficace, souvent interrompu par un accident plus ou moins grave.

Si on en juge par les risques que fait prendre la BELGO à ses employés inexpérimentés, la sécurité des travailleurs ne compte guère pour la compagnie. Ce qui compte surtout, c'est de justifier le plus possible les vantardises de M. MOSHER au sujet de la production.

Ces vantardises sont peut-être crues par les gens non avertis qui lisent rapidement les journaux, elles sont peut-être crues, pour l'instant, par les actionnaires de la CONSOLIDATED, qu'il s'agit de rassurer le mieux possible... Mais il y a assez longtemps que les gens de SHAWINIGAN savent comment se fabrique le papier pour comprendre que, dans les circonstances actuelles, la BELGO ne peut pas produire du papier de bonne qualité dans les proportions indiquées par M. MOSHER.

De l'extérieur, il est difficile de contrôler les chiffres publiés par la BELGO, mais le gros bon sens des faits que nous venons d'énumérer nous assure qu'ils sont grossièrement exagérés.

### Millions perdus!

Une chose est certaine: depuis le début du conflit la BELGO a perdu plusieurs millions de dollars et elle en perdra jusqu'au règlement du conflit. Cette perte paraît énorme quand on la compare à la dépense supplémentaire d'environ \$300,000 qu'aurait faite annuellement la compagnie si elle avait accordé les augmentations de salaire demandées par ses employés.

Ce qui prouve bien que la CONSOLIDATED est prête à subir des pertes d'argent considérables pour arriver à son but unique: tuer le syndicat.

Parce que la CONSOLIDATED sait très bien qu'à la longue elle rentrera dans son argent en exploitant encore davantage des ouvriers soumis et obéissants, privés du syndicat, ou groupés dans une union qui travaille la main dans la main avec les patrons et la COMMISSION DES RELATIONS OUVRIERES.

La question de principe en jeu est donc grave et justifie pleinement l'attitude des 500 travailleurs de la BELGO qui ont décidé de faire respecter leur syndicat et de ne pas retourner à l'usine sans contrat.



Edition de la Mauricie est  
Imprimé par "Le Droit",  
375, rue Rideau, Ottawa.

89

Rédacteur:

JACQUES HEBERT

## Qui a décidé l'arrêt du travail?

Depuis le début du conflit, la CONSOLIDATED PAPER CO. s'efforce d'induire le public en erreur et de lui faire croire que le présent arrêt de travail à la BELGO est une grève illégitime fomentée par quelques irresponsables. Par ailleurs elle se garde bien de dire ce qui a emmené ses employés habituellement dociles à se raidir tout à coup et à quitter l'usine.

### La cause du conflit

Le public n'est pas encore familier avec le problème des relations entre le patron et l'ouvrier et il s'est peut-être laissé un peu bernier par la CONSOLIDATED au début du conflit. Mais aujourd'hui, le public est plus renseigné. Il sait qu'une des premières causes du conflit actuel, c'est l'attitude cavalière de la CONSOLIDATED qui, coupant court aux négociations qu'elle doit mener de bonne foi, selon la Loi des Relations ouvrières, décida d'imposer dans ses moulins de la région une entente pécuniaire conclue avec d'autres unions pour d'autres provinces et d'autres besoins.

Ce faisant, la Consolidated a délibérément passé par-dessus la tête des syndicats des deux moulins de Shawinigan et Grand'Mère, osant même demander, en retour du plat de lentilles imposé par la force, une acceptation extra-contractuelle, mais efficace, par le syndicat du principe et du fait du travail du dimanche.

### Réaction des bons citoyens

Comprenez-vous maintenant pourquoi des centaines de travailleurs honnêtes, de bons citoyens très actifs dans nos associations civiques, patriotiques et religieuses, ont décidé de protester collectivement, avec une vigueur et un courage que deux mois de privations n'ont fait qu'accroître, pour demeurer des hommes fiers, pour imposer à la Compagnie Consolidated, coûte que coûte, le respect de leur syndicat. Or, le syndicat, cette institution qu'ils ont construite de leurs mains comme le seul rempart de leur dignité d'hommes contre l'arbitraire de la direction et l'insécurité économique qui les guettait et qui les guette encore constamment, eux et leur famille.

Cette décision très dure, les travailleurs en cause l'ont prise en toute confiance des faits et avec une conviction très solide. Déclarer, comme on l'entend parfois dire à Shawinigan et à Grand'Mère, que cette décision fut exclusivement l'affaire de certains chefs syndicaux, c'est tordre les faits et faire montre d'une ignorance totale de la psychologie ouvrière la plus élémentaire. Les chefs syndicaux, c'est entendu, ont mission non seulement de représenter, mais également de diriger dans le sens qu'ils estiment le meilleur les opinions et les actes de leurs commettants: c'est ça, être chef.

### Pas une partie de plaisir

Mais les chefs ouvriers de ma connaissance ont bien d'autres moyens plus sûrs, moins dangereux, de s'assurer l'estime et le respect des travailleurs que celui de lancer une bonne grève. S'ils s'écoutaient, ils préféreraient de beaucoup le calme de l'administration routinière des affaires syndicales aux fatigues, aux inquiétudes, aux souffrances de tout ordre qu'imposent forcément tous les conflits ouvriers. Ces considérations sont beaucoup plus pesantes dans leur esprit que le désir de poser un geste spectaculaire, de déclencher un arrêt de travail dont ils seront désormais responsables, de risquer leur liberté, leur bonheur et celui de leur famille, sans parler de leur santé. Un arrêt de travail dont ils ignorent totalement l'issue, qui comporte un risque, toujours présent à leur esprit, d'une défaite dont ils seraient tenus responsables par les syndiqués eux-mêmes.

Non, la grève ou l'arrêt de travail n'est pas une partie de plaisir. Et cela, les chefs syndicaux et les travailleurs impliqués le savent bien mieux que nous tous, eux qui souffrent avec leur famille depuis des mois déjà. Déclencher une grève de centaines de travailleurs par un ou deux bons discours stimulants à la Michel Chartrand ou à la Jean-Robert Ouellet, c'est un tour de force dont je ne crois pas ces derniers capables, en dépit de leur éloquence. Le croire, ce serait faire injure à l'intelligence et au jugement des travailleurs en cause.

A moins, naturellement, que tous soient d'accord au point de départ sur la gravité des griefs qui se posent et sur la nécessité de recourir à tous les moyens légitimes, même les plus douloureux, pour faire respecter leur dignité d'hommes libres.



AUTHENTIQUE !

## Le Cardinal demande le respect du dimanche devant M. Duplessis

La semaine dernière, Son Eminence le cardinal Paul-Emile Léger représentait le Pape d'une façon toute spéciale, à titre de légat pontifical. Une grande publicité devait entourer les déclarations du cardinal-légat. Il est normal de croire que le cardinal a profité de la circonstance pour parler de sujets particulièrement graves et importants.

### Les vœux de l'Eglise

Or, quel est le sujet principal choisi par Son Eminence pour son discours de clôture du Congrès national de Saint-Joseph à l'Oratoire?

—Le travail du dimanche dans les usines.

En termes vigoureux, le cardinal a demandé que le respect du dimanche soit plus strictement observé par les travailleurs. En somme, il faisait écho à la célèbre parole du Pape LEON XIII qui écrivait, il y a bien des années:

"Le droit au repos de chaque jour, ainsi que la cessation du travail le jour du Seigneur, doivent être la condition expresse ou tacite de tout contrat passé entre patrons et ouvriers. Là où cette condition n'entrerait pas, le contrat ne serait pas honnête, car nul ne peut exiger ou permettre la violation des devoirs de l'homme envers Dieu et envers lui-même."

### Le vrai responsable

Le cardinal n'ignore certes pas les événements qui se déroulent en ce moment à SHAWINIGAN et à GRAND-MÈRE. Il sait que la question du respect de la loi de l'observance du dimanche est

une des principales causes de l'arrêt du travail à la BELGO. Et pourtant, il n'a pas hésité à dénoncer le travail du dimanche et cela en présence du premier ministre M. Maurice DUPLESSIS lui-même.

Or, si la loi du dimanche n'est pas observée, qui est le responsable?

—M. DUPLESSIS.

S'il existe une tolérance officielle à l'égard des puissants moulins à papier, qui a pu permettre cette tolérance?

—M. DUPLESSIS.

En demandant le respect du dimanche au cours d'un banquet auquel M. DUPLESSIS assistait, le cardinal ne pouvait donner plus de poids à sa demande. Et si M. DUPLESSIS avait eu les convictions qu'il prétend avoir, il aurait profité du même banquet pour déclarer à son cardinal: "A partir d'aujourd'hui, dans la catholique province de Québec, la loi de l'observance du dimanche sera strictement observée."

Il est vrai que le premier ministre a les déclarations faciles et ce sont plutôt des actes que les travailleurs attendent. Des actes qui auraient des chances de déplaire aux compagnies de papier mais qui rendraient jus-

tice aux ouvriers de la province et feraient respecter du même coup une loi civile et une loi religieuse.

### Un appel

Mais tout le monde sait depuis longtemps, que M. DUPLESSIS est fasciné par les industriels étrangers et, en particulier, par les gros fabricants de papier. Il s'efforce de leur plaire d'abord, et d'expliquer son attitude à la population chrétienne par des pirouettes verbales qui ne trompent plus personne.

Puissions-nous espérer, si le "chef" ne veut pas agir, que toutes les bonnes volontés de la province se liguent pour répondre au vœu du cardinal. Que tous les députés des deux partis, qui ne sont pas des aplatés, se lèvent en Chambre pour réclamer le respect de la loi du dimanche; que les autorités religieuses répètent sans cesse les directives de l'Eglise sur la question, comme vient de le faire le cardinal; que les associations civiques, patriotiques ou sociales expriment leurs protestations contre les tolérances actuelles dont l'unique objet est de grossir les profits annuels des moulins à papier.

## La peur bleue "Maurice"

Un bon bourgeois de SHAWINIGAN nous déclarait candidement l'autre jour: "Ce sont quelques meneurs irresponsables qui montent la tête de nos ouvriers. J'en connais des gars de la BELGO qui sont en grève: en temps normal, ce sont des citoyens honorables que je rencontre dans les associations sociales, mais depuis quelque temps, ils ne sont plus les mêmes..."

### Peur qui aveugle

Ce point de vue est hélas! partagé par un certain nombre d'ignorants dans la région. Ignorants, qui sont souvent des petits capitalistes en puissance, et qui ont une peur bleue (bleue "maurice"... ) des travailleurs, des syndicats, des grèves, de l'émancipation ouvrière, et de bien d'autres choses encore.

Cette peur les empêche de voir que les conflits ouvriers sont presque toujours provoqués par les compagnies. (Cela ne devrait faire aucun doute en ce qui a trait à la BELGO et à la LAURENTIDE!)

Il arrive que les ouvriers soient obligés d'avoir recours à la grève ou l'arrêt de travail pour faire aboutir un conflit que les patrons et les gouvernements s'appliquent à prolonger indéfiniment. Mais alors, ce sont les ouvriers et non les quelques meneurs du syndicat qui prennent, de sang-froid, d'aussi graves décisions.

La peur bleue du petit bourgeois l'empêche de se rendre compte que ces ouvriers sont ceux-là mêmes qu'il connaît, ceux avec qui il organise les loisirs dans sa paroisse, ceux qu'il trouve les plus actifs dans les organisations patriotiques ou religieuses.

### Les mêmes hommes

Si le petit bourgeois comprenait enfin que les "bons-citoyens-honnêtes-travailleurs-à-la-BELGO" qu'il connaît restent les mêmes hommes après avoir voté un arrêt de travail et qu'ils ne sont pas soudain devenus fous, conjointement avec 500 de leurs confrères du syndicat. Qu'ils n'ont pas perdu la raison au point de compromettre leur avenir à l'aveuglette, sur le coup de l'enthousiasme soulevé par un bon orateur syndical.

Au contraire, c'est avec le même jugement et la même sincérité qui les distinguent dans leur vie sociale que ces travailleurs ont décidé de mener la lutte à leur compagnie, la CONSOLIDATED.

Or pourquoi ceux qui leur reconnaissent en temps ordinaire du jugement et de la sincérité refuseraient-ils de les croire avisés ou sincères quand ils prennent part à une lutte syndicale?

Parce qu'ils sont comme le petit bourgeois dont nous avons parlé: ils ne comprennent pas, ils n'essayeront pas de comprendre et se contentent de cultiver une peur bleue (sic) à l'égard du syndicalisme et de ses manifestations.

### Premier résultat

Mais au cours du présent conflit, un grand nombre de gens, habituellement hostiles à la cause des travailleurs, ont été outrés par l'attitude de la CONSOLIDATED, écoeurés par la partialité de la COMMISSION DES RELATIONS OUVRIÈRES et scandalisés par l'hypocrisie de MM. DUPLESSIS et BARRETTE. Si bien que les ignorants et les peureux se font de plus en plus rares à SHAWINIGAN et dans la région.

## "Mosher, Mosher, Mosher, J'irai te voir un jour"

Si les "scabs" se promènent en ville la tête basse, comme des âmes en peine, c'est qu'ils ont de bonnes raisons d'avoir mauvaise conscience et de se sentir piteux.

Par contre, on est tout de suite frappé par la bonne humeur et l'entrain de ceux qui ont décidé de mener la lutte jusqu'au bout. S'il leur arrive souvent de se réunir pour discuter sérieusement, il leur arrive aussi souvent de se réunir pour s'amuser. C'est au cours de ces réunions joyeuses que naissent des chansons satiriques comme celle-ci:

### REFRAIN:

Mosher, Mosher, Mosher, j'irai te voir un jour.  
(2 fois).

J'irai te voir un jour,  
Avec tous mes confrères,  
Mais nous n'entrerons pas  
Sans signer de contrat.

Les gens de notre ville  
Ont lu tes p'tites annonces  
Et ils n'ont pas aimé  
L'appel aux étrangers.

Nous n'avons pas idée  
De travailler l'dimanche,  
La Belgo perd d'argent  
En voulant nous casser.

# Même seuls, les ouvriers de la Belgo vaincront

par JACQUES HEBERT

Il y a un mois et demi, quand je suis venu me renseigner à SHAWINIGAN même sur le conflit ouvrier qui menaçait alors la plupart des industries de la région, je ne me doutais absolument pas des causes véritables des arrêts de travail qui paralysaient quelques usines. J'avais pourtant suivi les événements dans les journaux... On a beau les croire menteurs, on se dit qu'ils doivent rapporter les faits les plus importants...

### J'ai été scandalisé...

On se trompe... La quasi-totalité de nos journaux ont intérêt à se ménager les faveurs de la grande industrie et, d'autre part, n'ayant aucune conviction syndicale, ils n'hésitent pas à montrer sous un mauvais jour le point de vue des travailleurs. C'est ainsi qu'au sujet du conflit de la BELGO, je ne savais même pas, après avoir lu les journaux régulièrement, qu'une des principales revendications des travailleurs était l'observance de la loi du dimanche dans l'usine.

Or le public aurait dû savoir ça dès le début du conflit. C'est une question sérieuse et, pour ma part, j'ai été scandalisé de constater que dans notre catholique province de Québec, les travailleurs devaient lutter seuls pour obtenir le respect de la loi du dimanche, une loi à la fois de l'Eglise et de l'Etat.

Un jour, dans une petite mission du centre de l'Afrique, j'écoutais un missionnaire qui parlait à ses jeunes convertis africains du respect du dimanche. Je me souviens qu'il leur avait dit entre autre: "Chez moi, au pays des Blancs, les hommes se reposent tous, le septième jour de la semaine. Et celui qui travaille le dimanche est montré du doigt."

Le vieux missionnaire ne savait pas, sans doute, que le journal LE DEVOIR auquel il était abonné et qu'il recevait même en Afrique était vraisemblablement imprimé sur du papier fabriqué le dimanche par la CONSOLIDATED PAPER.

### Le petit doigt...

Ce qui me renverse au sujet du travail du dimanche dans les moulins à papier, c'est que le scandale dure toujours dans la province et que le gouvernement provincial pourrait le faire cesser en moins de temps qu'il ne faut pour dire "MOSHER".

Nos évêques, avec lesquels M. DUPLESSIS veut tellement entretenir de bonnes relations, n'ont cessé de condamner publiquement le travail du dimanche. Et pourtant, le premier ministre ne lève pas le petit doigt, ce qui nous laisserait croire que s'il

ne veut pas déplaire aux évêques, il ne veut surtout pas déplaire aux grosses compagnies.

Oui, les travailleurs sont seuls à mener la lutte, non seulement contre leurs employeurs désireux de les faire travailler de plus en plus le dimanche, mais contre le gouvernement même, dont ce serait le devoir de faire respecter la loi.

Mais les travailleurs se sentiront moins seuls quand ils seront soutenus à fond par TOUTE la population... Ils ne craignent pas les sacrifices et ils l'ont prouvé. Ils ne craignent ni les menaces, ni les ultimatums, ni les séjours en prison parce qu'ils savent leur cause juste. Ils comprennent qu'ils doivent remporter la victoire non seulement pour les avantages personnels certains qu'ils en retireront, mais parce que chaque victoire syndicale est un pas de plus vers l'émancipation de la classe ouvrière. La victoire des ouvriers de la BELGO sera une victoire pour tous les ouvriers de l'industrie du papier, pour tous les ouvriers du Québec et, sans aucun doute, pour tous les hommes libres du monde.

### Victoire à l'horizon

Et il n'est pas prématuré de parler de victoire. L'ultimatum lancé dernièrement par la CONSOLIDATED, c'était le grand coup qui devait assurer la défaite du syndicat. Or ces nouvelles menaces ont eu un effet contraire et ont provoqué la sortie d'un imposant groupe de papetiers. Chaque semaine, je viens faire une petite enquête à SHAWINIGAN et chaque fois je constate que, d'heure en heure, des employés qui travaillent encore à la BELGO quittent l'usine et viennent se rallier au groupe qui refuse de retourner au travail sans contrat. Or comme chaque ouvrier qui sort de l'usine entraîne d'autres par son exemple, la victoire tant attendue pourrait bien arriver plus tôt qu'on ne croit. C'est ma conviction profonde.

Cette victoire, les travailleurs l'auront chèrement payée, mais elle leur vaudra la reconnaissance de tout un peuple.

## Le mépris de la justice sociale

Les travailleurs qui prennent leur responsabilité et qui veulent être respectés deviennent encombrants pour le chef d'un clan politique qui ne peut pas souffrir contradiction et qui a trop peu d'envergure et de sens démocratique, trop peu de sens social pour admettre l'évolution des relations entre employeurs et employés. Maurice Duplessis, le chef de l'Union nationale et premier ministre de la province de Québec, l'ancien avocat des Trois-Rivières n'a pas dépassé le stage du code civil et des contrats particuliers entre employeurs et employés.

Le problème de l'arrêt de travail à la Belgo et les difficultés que rencontrent les travailleurs de la part de certaines autorités, viennent précisément du fait qu'on ne veut pas reconnaître en pratique les droits des travailleurs dans l'industrie et leur dignité d'homme.

On affirmera dans des banquets ou au cours de bénédictions de routes et de ponts, que l'homme doit passer avant les profits, mais lorsque des hommes qui sont des travailleurs réclament un minimum de justice, on approuve le refus brutal des patrons. Ni monsieur Duplessis ni monsieur Barrette, ni monsieur Mosher ni les procédures judiciaires ni les condamnations ne ramèneront les travailleurs à l'usine et ceux qui luttent contre eux, ceux qui les abandonnent portent de graves responsabilités, et, en particulier, le ministre du travail, qui refuse de s'occuper du conflit, manque à son devoir.

Ce que nous devons retenir, c'est qu'un ministre du travail, un premier ministre et d'autres ont agi comme s'ils voulaient briser une association professionnelle; ils ont approuvé même les voleurs de situations qui sont venus de l'extérieur pour travailler à la place des ouvriers de Shawinigan, ils ont affiché publiquement leur mépris de la justice sociale.

M. C.